

No. 39576

**France
and
Dominican Republic**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Dominican Republic on the reciprocal promotion and protection of investments. Paris, 14 January 1999

Entry into force: *23 January 2003 by notification, in accordance with article 11*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 19 September 2003*

**France
et
République dominicaine**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. Paris, 14 janvier 1999

Entrée en vigueur : *23 janvier 2003 par notification, conformément à l'article 11*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 19 septembre 2003*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE SUR
L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES IN-
VESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine, ci-après dénommés " les Parties contractantes "

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français en République dominicaine et dominicains en France ;

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique ;

Entendent créer les conditions permettant aux parties de se consulter avec diligence, dans un esprit de transparence, sur les questions relatives à l'application et à l'interprétation du présent Accord ;

Résolus à créer les conditions favorables pour les investissements réciproques fondés sur une base stable et selon un traitement juste et équitable,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er. Définitions

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme " investissement " désigne tous les avoirs, tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement :

a) Les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et tous droits analogues ;

b) Les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

c) Les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique ;

d) Les droits de propriété intellectuelle, commerciale et industrielle tels que les droits d'auteur, les brevets d'invention, les licences, les marques déposées, les modèles et maquettes industrielles, les procédés techniques, le savoir faire, les noms déposés et la clientèle ;

e) Les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes.

Il est entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord;

Aucune modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme de " nationaux " désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes, conformément à sa législation.

3. Le terme de " sociétés " désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4. Le terme de " revenus " désigne toutes les sommes produites par un investissement, telles que bénéfices, redevances ou intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. Le présent Accord s'applique au territoire (mer territoriale, zone terrestre, sol et sous-sol, et espace aérien au-dessus de ceux-ci) ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique exclusive et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elle ont, en conformité avec le Droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploration et de préservation des ressources naturelles.

Article 2. Encouragement et admission des investissements

Chacune des Parties contractantes encourage et admet, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

Article 3. Traitement juste et équitable

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait. En particulier, bien que non exclusivement, sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

Article 4. Traitement national et traitement de la nation la plus favorisée

Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

Article 5. Nationalisation, expropriation et indemnisation

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires ni contraires à un engagement particulier.

Toutes les mesures de nationalisations, d'expropriations ou toute autre mesure dont l'effet est similaire, qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, égal à la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale et antérieure à toute menace relative à ces mesures.

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date des mesures de nationalisations, d'expropriations ou de toute autre mesure dont l'effet est similaire. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt de marché, déterminé en référence aux "statistiques financières internationales" publiées par le Fonds monétaire international.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenus sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la nation la plus favorisée.

Article 6. Libre transfert

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, accorde à ces nationaux ou sociétés le libre transfert :

- a) Des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants ;
- b) Des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres d et e de l'Article 1er ;
- c) Des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés ;
- d) Du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement y compris les plus values du capital investi ;
- e) Des indemnités prévues à l'article 5, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

Article 7. Règlement des différends entre un investisseur et une Partie contractante

1. Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

2. Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre des parties soit à un tribunal " ad hoc " conformément aux Règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.), soit au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965, à condition que les deux Parties soient membres dudit Centre.

L'arbitrage est rendu sur le fondement des dispositions du présent Accord, sur les termes d'éventuels accords particuliers passés au titre de l'investissement ainsi que sur les règles et principes du droit international en la matière.

Aucune Partie contractante n'accorde la protection diplomatique ou ne formule de revendication internationale au sujet d'un différend que l'un de ses nationaux ou sociétés et l'autre Partie contractante ont soumis à l'arbitrage dans le cadre du présent Accord, sauf si l'autre Partie contractante ne s'est pas conformée à la sentence arbitrale rendue à l'occasion du différend ou a cessé de s'y conformer. La protection diplomatique susmentionnée ne vise pas les simples démarches diplomatiques tendant à faciliter le règlement du différend.

Article 8. Garantie et subrogation

1. Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

2. Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

3. Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

4. Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir aux organes de règlement des différends mentionnés à l'article 7 ou à poursuivre les actions introduites devant eux jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

Article 9. Engagement spécifique

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

Article 10. Règlement des différends entre Parties contractantes

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.

3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante : chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties contractantes.

Article 11. Entrée en vigueur et durée

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec un préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de vingt ans.

Fait à Paris, le 14 janvier 1999, en deux originaux, chacun en langue française et en langue espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

CHARLES JOSSELIN

Ministre délégué à la coopération et à la francophonie

Pour le Gouvernement de la République dominicaine :

EDUARDO LATORRE

Secrétaire d'Etat aux relations extérieures

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

**ACUERDO
ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DE FRANCIA
Y EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DOMINICANA
PARA LA PROMOCION Y LA PROTECCION RECIPROCAS
DE INVERSIONES**

El gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República Dominicana denominados a continuación "Las Partes contratantes".

Deseosos de consolidar la cooperación económica entre los dos Estados y de iniciar condiciones favorables para las inversiones francesas en República Dominicana y dominicanas en Francia.

Convencidos de que fomentar y proteger dichas inversiones estimulan las transferencias de capitales y de tecnologías entre los dos países, por el interés de su desarrollo económico.

Acordando crear condiciones para consultarse con prontitud y transparencia para considerar cuestiones referentes a la interpretación o aplicación de este Acuerdo.

Proponiéndose crear condiciones favorables para las inversiones recíprocas sustentadas en una base estable y en un trato justo y equitativo.

Han acordado las disposiciones siguientes :

ARTICULO I
Definiciones.

Para la aplicación del presente acuerdo :

1. Por el término "inversión" se entenderá todos los haberes, tales como los bienes, derechos e intereses de toda naturaleza, en particular pero no exclusivamente :

a/ los bienes muebles e inmuebles, así como todos los otros derechos reales tales como hipotecas, privilegios, usufructos, fianzas y todos los otros derechos análogos ;

b/ las acciones, primas de emisión y otras formas de participación, aún minoritarias o indirectas, en las sociedades constituidas en el territorio de una u otra de las Partes contratantes ;

c/ las obligaciones, acreedoras y derechos a todas prestaciones con valor económico ;

d/ los derechos de propiedad intelectual, comercial e industrial tales como los derechos de autor, las patentes de invención, las licencias, las marcas registradas, los modelos y maquetas industriales, los procedimientos técnicos, el "Know how", los nombres registrados y la clientela ;

e/ las concesiones otorgadas por la ley o en virtud de un contrato, especialmente las concesiones referentes a la prospección, el cultivo, la extracción o la explotación de riquezas naturales incluyendo las ubicadas en la zona marítima de las Partes contratantes .

Se entiende que los susodichos haberes deben ser o haber sido invertidos, conforme a la legislación de la Parte contratante, en el territorio o en la zona marítima en la cual la inversión se efectúa, antes o después de la puesta en vigencia del presente Acuerdo.

Ninguna modificación en la forma de inversión de los haberes afectará su calidad de inversión, siempre que dicha modificación no sea contraria a las legislación de la Parte contratante en el territorio o en la zona marítima donde se efectúe la inversión.

2. Por el término de "nacionales" se entiende todas las personas físicas que tengan la nacionalidad de una de las Partes contratantes, conforme a su legislación.

3. Por el término de "sociedades" se entiende a toda entidad moral constituida en el territorio de una de las Partes, conforme a la legislación de esta y donde esté su sede social, o controlada directamente o indirectamente por nacionales de una de las Partes contratantes o por entidades morales cuya sede social esté en el territorio de una de las Partes contratantes y constituidas conforme a su legislación.

4. Por el término de "ingreso" se entiende todas las sumas producidas por una inversión, tales como beneficios, rentas o intereses, durante un período dado.

Los ingresos de la inversión y, en caso de reinversión, los ingresos de la reinversión gozan de la misma protección que la inversión.

5. El presente Acuerdo se aplica al territorio (mar territorial, área terrestre - suelo y subsuelo, y espacios aéreos sobre ellos comprendidos) así como a la zona marítima de cada una de las Partes contratantes, definida a continuación como zona económica exclusiva, la plataforma continental, que se extienden fuera del límite de las aguas territoriales de cada una de las Partes contratantes y sobre las cuales tienen, conforme al Derecho Internacional, derechos de soberanía y Jurisdicción con fines de prospeccionar, de explorar y de preservar los recursos naturales.

ARTICULO 2

Promoción y Admisión de las Inversiones.

Cada una de las Partes contratantes fomenta y admite, en el marco de su legislación y de la disposiciones del presente Acuerdo, las inversiones efectuadas por los nacionales y sociedades de la otra Parte en su territorio y en su zona marítima.

ARTICULO 3

Trato Justo y Equitativo

Cada una de las Partes Contratantes se compromete a asegurar, en su territorio y en su zona marítima, un trato justo y equitativo, conforme a los principios del derecho internacional, a las inversiones de los nacionales y sociedades de la otra Parte y permitir que el ejercicio del derecho así reconocido no sea entorpecido, ni en derecho ni en hecho. En particular, aunque no exclusivamente, son considerados como entorpecimientos derecho o de hecho al trato justo y equitativo, toda restricción a la compra y al transporte de materias primas y de materias auxiliares, de energía y de combustible, así como de medios de producción y de explotación de toda clase, todo entorpecimiento a la venta y al transporte de los productos en el interior del país y en el extranjero, así como todas otras medidas que pueden tener un efecto análogo.

Las Partes contratantes examinarán con benevolencia, dentro del marco de su legislación interna, las solicitudes de entrada y de autorización de residencia, de trabajo y de circulación presentadas por nacionales de una de las Partes contratantes, referente a una inversión realizada en el territorio o en la zona marítima de la otra Parte contratante.

ARTICULO 4

Trato Nacional y Trato de la Nación Más Favorecida

Cada Parte contratante aplica, en su territorio y en su zona marítima, a los nacionales o sociedades de la otra Parte, en lo referente a sus inversiones y actividades ligadas a esas inversiones, un trato no menos favorable que el otorgado a sus nacionales o sociedades, o el trato otorgado a los nacionales o sociedades de la Nación más favorecida si ese es más ventajoso. A ese respecto, los

nacionales autorizados a trabajar en el territorio y en la zona marítima de una de las Partes contratantes podrán beneficiarse de las facilidades materiales apropiadas para el ejercicio de sus actividades profesionales.

Ese trato no se extiende sin embargo a los privilegios que una Parte contratante otorga a los nacionales o sociedades de una tercera Parte, en virtud de su participación o de su asociación a una zona de libre comercio, a una unión aduanera, a un mercado común o a toda otra forma de organización económica regional.

Las disposiciones de este Artículo no se aplican a las cuestiones fiscales.

ARTICULO 5 **Nacionalización, Expropiación e Indemnización**

1. Las inversiones efectuadas por nacionales o sociedades de una u otra de las Partes contratantes se beneficiarán, en el territorio y en la zona marítima de la otra Parte contratante, de una protección y una seguridad completa y total.

2. Las Partes contratantes no tomarán medidas de expropiación o de nacionalización u otras medidas de efectos similares, directamente o indirectamente, contra las inversiones de nacionales y sociedades de la otra Parte realizadas dentro de su territorio o en su zona marítima, a menos que sean por causa de utilidad pública y siempre que esas medidas no sean discriminatorias ni contrarias a un compromiso particular.

Todas las medidas de nacionalización, expropiación o cualquier otra medida de efecto similar que pudieran tomarse deben dar lugar al pago de una indemnización rápida y adecuada cuyo monto equivalente al valor real de las inversiones en cuestión, debe ser evaluado con referencia a una situación económica normal y anterior a toda amenaza relativa a dichas medidas.

Esa indemnización, su monto y sus modalidades de pago son fijadas a más tardar a la fecha de la nacionalización, expropiación o cualquier otra medida de efecto similar. Dicha indemnización es efectivamente realizable, pagada sin retraso alguno y libremente transferible. Producirá hasta la fecha del pago, intereses calculados a la tasa de interés de mercado, determinado en referencia a las "Estadísticas Financieras Internacionales" publicadas por el Fondo Monetario Internacional.

3. Los nacionales o sociedades de una de las Partes contratantes cuyas inversiones hayan tenido pérdidas a consecuencia de la guerra o de cualquier otro conflicto armado, revolución, estado de emergencia nacional o revueltas acaecidos en el territorio y en la zona marítima de la otra Parte contratante, se beneficiarán, de parte de esta última, de un trato no menos favorable que el otorgado a sus propios nacionales o sociedades o a los de la Nación Más Favorecida.

ARTICULO 6 **Libre Transferencia**

Cada Parte Contratante, en el territorio o en la zona marítima donde se hicieron las inversiones por nacionales o sociedades de la otra Parte contratante, otorga a dichos nacionales o sociedades la libre transferencia :

a/ de los intereses, dividendos, ganancias y otros ingresos corrientes;

b/ de las rentas derivadas de los derechos intangibles mencionados en el párrafo 1, letras d/ y e/ del Artículo 1 ;

c/ de los pagos efectuados para el reembolso de los préstamos regularmente contraídos;

d/ del producto de la cesión o de la liquidación total o parcial de la inversión, incluyendo las plusvalías del capital invertido ;

e/ de las indemnizaciones previstas en el Artículo 5, párrafos 2 y 3 arriba mencionados ;

Los nacionales de cada Parte contratante que fueran autorizados a trabajar en el territorio o en la zona marítima de la otra Parte contratante, con relación a una inversión aprobada, están igualmente autorizados a transferir a su país de origen una cuota apropiada de su remuneración.

Las transferencias mencionadas en los precedentes párrafos se efectúan sin retraso al tipo de cambio normal oficialmente vigente a la fecha de la transferencia.

ARTICULO 7

Arreglo de Controversias entre un Inversionista y una Parte contratante

1. Cualquier controversia relativa a las inversiones entre una de las Partes contratantes y un nacional o una sociedad de la otra Parte contratante se solucionará amigablemente entre las dos partes implicadas.

2. Si dicha controversia no pudo ser solucionada en un plazo de seis meses a partir del momento que ha sido planteada por una u otra de las Partes en la controversia será sometida a solicitud de una u otra de las Partes o a un tribunal "ad-hoc", conforme a las reglas de arbitraje de la Comisión de las Naciones Unidas para el Derecho Comercial Internacional, (C.N.U.D.C.I.), o al Centro Internacional para el Arreglo de las Controversias Relativas a Inversiones (C.I.A.D.I.), creado por el Convenio para la Solución de las Controversias Relativas a las Inversiones entre Estados y Ciudadanos de otros Estados, firmado en Washington el 18 de marzo de 1965, siempre que ambas Partes sean miembros de dicho centro.

El órgano arbitral decidirá en base a las disposiciones del presente Acuerdo, y los términos de eventuales Acuerdos particulares concluidos con relación a la inversión, como también a las reglas y principios del Derecho Internacional en la materia.

Ninguna Parte contratante concederá protección diplomática ni promoverá reclamación internacional respecto de cualquier controversia que uno de sus nacionales o sociedades y la otra Parte contratante han sometido a arbitraje conforme a este Acuerdo, salvo que esta última Parte contratante no haya acatado el laudo arbitral en tal controversia o haya dejado de cumplirlo. La protección diplomática antes mencionada no considerará las simples diligencias diplomáticas cuyo fin sea facilitar la solución de la controversia.

ARTICULO 8

Garantía y Subrogación

1. En el caso que el reglamento de una de las Partes contratantes prevea una garantía para las inversiones efectuadas en el extranjero, esta se puede otorgar, previo a un examen caso por caso, a inversiones efectuadas por nacionales o sociedades de dicha Parte sobre el territorio o en la zona marítima de la otra Parte.

2. Las inversiones de nacionales o de sociedades de una de las Partes contratantes en el territorio o en la zona marítima de la otra Parte solo podrán obtener la garantía mencionada en el párrafo anterior si antes han obtenido el beneplácito de esta última Parte.

3. Si una de las Partes contratantes, en virtud de una garantía dada a una Inversión realizada en el territorio o en la zona marítima de la otra Parte, efectúa pagos a uno de sus nacionales o a una de sus sociedades, está, por por lo tanto, subrogada en los derechos y acciones de ese nacional o de esa sociedad.

4. Dichos pagos no afectan los derechos del beneficiario de la garantía a recurrir a los organismos de Solución de Controversias señalados en el Artículo 7 o a proseguir las acciones ya introducidas ante ellos hasta llevar a cabo el procedimiento.

ARTICULO 9

Compromiso Especifico

Las inversiones que hubiesen sido objeto de un compromiso particular de una de las Partes contratantes hacia nacionales y sociedades de la otra Parte contratante, son reglementadas sin perjuicio de las disposiciones del presente Acuerdo, por los términos de este compromiso en caso que éste incluya disposiciones más favorables que las previstas por el presente Acuerdo.

ARTICULO 10

Arreglo de las Controversias entre las Partes Contratantes

1. Las controversias relativas a la interpretación o a la aplicación del presente Acuerdo deben arreglarse, si es posible, por la vía diplomática.

2. Si dentro de un plazo de seis meses a partir del momento que fue presentada por una u otra de las Partes contratantes, la controversia no ha sido solucionada, ésta será sometida, a solicitud de una u otra de las Partes contratantes, a un tribunal de arbitraje.

3. Dicho tribunal será integrado, para cada caso particular, de la manera siguiente : cada Parte contratante nombrará a un miembro, y los dos miembros nombrarán de común acuerdo, a un ciudadano de un tercer país, quien será nombrado Presidente del tribunal por las dos Partes contratantes. Todos los miembros deben ser nombrados dentro de un plazo de dos meses a partir de la fecha en la que una de las Partes contratantes notificó a la otra Parte contratante su intención de someter la controversia a un arbitraje.

4. Si los plazos fijados en el párrafo 3 anterior no hubiesen sido acatados, cualquiera de las Partes contratantes, en ausencia de cualquier otro Acuerdo, invitará al Secretario General de la Organización de Naciones Unidas a proceder a los nombramientos necesarios. Si el Secretario General es ciudadano de una u otra de las Partes o si, por otra razón, tiene impedimento para ejercer esa función, el Secretario General adjunto más antiguo y que no tenga la misma nacionalidad que una de las Partes contratantes, procede a los nombramientos necesarios.

5. El Tribunal de arbitraje toma sus decisiones por mayoría de votos. Esas decisiones serán definitivas y ejecutorias de pleno derecho para las Partes contratantes.

El tribunal fijará su propio reglamento. Interpretará el laudo a solicitud de una u otra de las Partes contratantes. A menos que el tribunal lo decida de otro modo, y tomando en cuenta circunstancias particulares, los gastos del procedimiento de arbitraje, incluyendo los honorarios de los árbitros, serán repartidos igualmente entre las Partes contratantes.

ARTICULO 11

Entrada en Vigencia y Duración

Cada Parte notificará a la otra el cumplimiento de los procedimientos internos requeridos para la entrada en vigencia del presente Acuerdo, que cobrará efecto un mes después del día de la recepción de la última notificación.

El Acuerdo es concebido para una duración inicial de diez años. Quedará en vigencia al finalizar esa duración a menos que una de la Partes lo denuncie por la vía diplomática con un año de antelación.

A expiración del período de duración del presente Acuerdo, las inversiones efectuadas durante su vigencia seguirán beneficiándose de la protección de sus disposiciones durante un período suplementario de veinte años.

Hecho en *París* el *14 de enero, 1999* en dos originales, cada uno en idioma francés y en idioma español, los dos textos siendo auténticos.

POR EL GOBIERNO
DE LA REPUBLICA DE FRANCIA

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Miguel', written over a horizontal line.

POR EL GOBIERNO
DE LA REPUBLICA DOMINICANA

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Eduardo Jato', written in a cursive style.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Dominican Republic, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desiring to strengthen economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in the Dominican Republic and for Dominican investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Agreeing to create conditions enabling the Parties to consult each other promptly and in a transparent manner on issues relating to the interpretation and application of this Agreement,

Determined to create favourable conditions for reciprocal investments on a stable basis and with due regard for fair and equitable treatment,

Have agreed as follows:

Article 1. Definitions

For the purposes of this Agreement:

1. The term "investment" shall mean all assets such as property, rights and interests of any nature and more specifically but not exclusively:

(a) Movable and immovable property, and all other real rights such as mortgages, liens, usufructs, securities and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, even if minority or indirect, in companies constituted in the territory of either Contracting Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Intellectual, commercial and industrial property rights such as copyrights, patents, licences, registered trademarks, industrial models and mock-ups, technical processes, know-how, registered trade names and goodwill;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, in particular concessions to prospect for, cultivate, extract or exploit natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties.

It is understood that the said assets shall be or shall have been invested in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made, before or after the entry into force of this Agreement.

No change in the form in which assets are invested shall affect their status as an investment, provided that the change is in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

2. The term "nationals" shall mean natural persons having the nationality of either Contracting Party in accordance with its legislation.

3. The term "companies" shall mean all legal persons established in the territory of either Contracting Party in accordance with its legislation and having their registered office there, or controlled, directly or indirectly, by nationals of a Contracting Party or by legal persons having their registered office in the territory of a Contracting Party and established in accordance with the legislation of that Party.

4. The term "income" shall mean all amounts yielded by an investment, such as profits, royalties or interest, during a given period.

Income from investment and from any reinvestments of that income shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. This Agreement shall apply to the territory (territorial sea, land territory, soil and subsoil, and the airspace over them) and to the maritime zone of each Contracting Party, hereinafter defined as the exclusive economic zone and the continental shelf which extend beyond the limit of the territorial waters of each Contracting Party and over which it exercises, in accordance with international law, sovereign rights and jurisdiction for the purposes of prospecting, developing and preserving natural resources.

Article 2. Permission for and promotion of investments

Each Contracting Party shall permit and promote, in accordance with its legislation and the provisions of this Agreement, investments made by nationals and companies of the other Party in its territory and maritime zone.

Article 3. Fair and equitable treatment

Each Contracting Party undertakes to accord fair and equitable treatment in its territory and maritime zone, in conformity with the principles of international law, to the investments of nationals and companies of the other Party and to ensure that the exercise of the right so granted is not impeded either de jure or de facto. De jure or de facto impediments to fair and equitable treatment include, but are not limited to, any restriction on the purchase or transport of raw materials, ancillary materials, energy or fuels, as well as means of production and operation of all kinds, any impediment to the sale or transport of products within the country or abroad, and all other measures having a similar effect.

Each Contracting Party, within the framework of its domestic legislation, shall give favourable consideration to applications for entry and for residence, work and travel authorizations submitted in connection with an investment made in its territory or maritime zone by nationals of the other Contracting Party.

Article 4. National or Most-Favoured-Nation Treatment

Each Contracting Party shall, in its territory and maritime zone, accord to nationals and companies of the other Contracting Party, in respect of their investments and activities in connection with such investments, treatment that is no less favourable than that accorded to its own nationals and companies or the treatment accorded to nationals and companies of the most favoured nation, whichever is more advantageous. For this purpose, nationals of either Contracting Party who are authorized to work in the other Contracting Party shall be entitled to enjoy the physical facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

Such treatment shall not, however, include privileges extended by a Contracting Party to nationals or companies of a third State by virtue of its participation in or association with a free trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

The provisions of this article shall not apply to fiscal matters.

Article 5. Nationalization, Expropriation and Compensation

1. Investments made by nationals or companies of either Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

2. Neither Contracting Party shall, in its territory and maritime zone, take any expropriation or nationalization measures or any other measures having the effect of directly or indirectly dispossessing nationals or companies of the other Contracting Party of their investments, except for reasons of public interest and on condition that such measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any nationalization or expropriation measures taken or other measure having similar effect shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which, equal to the real value of the investments concerned, shall be assessed on the basis of the normal economic situation prior to any threat of such measures.

The amount and manner of payment of such compensation shall be determined not later than the date of the nationalization or expropriation measures or of any other measure having similar effect. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated at the market rate, as determined with reference to the International Financial Statistics published by the International Monetary Fund.

3. Nationals or companies of one Contracting Party that have suffered losses on their investments as a result of war or any other armed conflict, revolution, state of emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party, shall be accorded by the latter Party treatment no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most favoured nation.

Article 6. Free Transfer

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party, shall accord to those nationals or companies freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from the intangible rights listed in article 1, paragraph 1 (d) and (e);
- (c) Payments made in reimbursement of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the complete or partial transfer or liquidation of the investment, including appreciation of the invested capital;
- (e) The compensation provided for in article 5, paragraphs 2 and 3, above.

Nationals of either Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate portion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be made without delay at the normal rate of exchange officially applicable on the date of transfer.

Article 7. Settlement of Disputes between an Investor and a Contracting Party

1. Any dispute relating to investments between a Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall be settled amicably between the two parties concerned.

2. Any such dispute which has not been settled within six months after it arises shall, at the request of either party to the dispute, be submitted either to an ad hoc tribunal in accordance with the Arbitration Rules of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL) or to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965, provided that both parties are members of that Centre.

Any settlement shall be based on the provisions of this Agreement, on the terms of any specific agreements entered into in connection with the investment, and on the relevant rules and principles of international law.

No Contracting Party shall accord diplomatic protection or make any international claim in respect of a dispute which one of its nationals or companies and the other Contracting Party have submitted for settlement within the framework of this Agreement, unless the other Contracting Party has not complied with the settlement decision issued with regard to the dispute or has ceased to comply therewith. The diplomatic protection mentioned above shall not apply to routine diplomatic efforts aimed at facilitating settlement of the dispute.

Article 8. Guarantee and Subrogation

1. Insofar as the regulations of a Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Party in the territory or maritime zone of the other Party.

2. Investments made by nationals and companies of one Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Party may be granted the guarantee provided for in the preceding paragraph only with the prior consent of the latter Party.

3. If one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment made in the territory or maritime zone of the other Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby be subrogated to the rights and actions of that national company.

4. Such payments shall be without prejudice to the right of the beneficiary of the guarantee to have recourse to the dispute settlement bodies mentioned in article 7 or to prosecute actions begun by that means until the proceedings are completed.

Article 9. Specific Undertaking

Investments which have been the subject of a special undertaking by one Contracting Party vis-à-vis nationals or companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking insofar as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article 10. Settlement of Disputes between the Contracting Parties

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

2. Any dispute which has not been settled within six months after it arises shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. That tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows: each Contracting Party shall designate one member, and the two members shall, by mutual consent, designate a national of a third State who shall be appointed Chairman of the tribunal by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, either Contracting Party may, unless otherwise agreed, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the most senior Under-Secretary-General who is not a national of either Contracting Party shall make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and automatically binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its award at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking special circumstances into consideration, the cost of the arbitral proceedings, including the arbitrators' fees, shall be divided equally between the Contracting Parties.

Article 11. Entry into Force and Period of Validity

Each Party shall notify the other of the completion of the respective internal procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of receipt of the last notification.

This Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of termination is given by one of the Parties through the diplomatic channel.

Upon the expiry of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 20 years.

Done at Paris on 14 January 1999, in duplicate, in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

CHARLES JOSSELIN

Minister delegated to Cooperation and Francophonie

For the Government of the Dominican Republic:

EDUARDO LATORRE

Secretary of State for External Relations